**Bibliographie**

**Ouvrages :**

*En français :*

* Grosclaude Jacques et Marchessou Philippe, « *Droit fiscal général* », 8ème édition, Dalloz, 2013 ;
* Lambert Thierry, « *Procédures fiscales* », LGDJ, 2ème édition, 2015 ;
* Sadoudi Ahmed, « *Droit fiscal* », 1ère édition, SHP édition, Alger, 2014

**كتب باللغة العربية :**

* يلس شاوش بشير، "المالية العامة : المبادئ العامة وتطبيقاتها في القانون الجزائري"، ديوان المطبوعات الجامعية، 2007

**Thèses et mémoires :**

*En français :*

* Lounis Abdelouhab, « *Les pouvoirs d’investigation de l’administration fiscale* », Thèse de Doctorat, Université d’Oran 2, Faculté de Droit et des sciences politiques, 2015 ;
* Yelles Chaouche Nassima, « *Le régime fiscal des implantations internationales d’entreprises* », Thèse de Doctorat, Université Oran 2, Faculté de Droit et des sciences politiques, 2018 ;
* Ais Souhila, « *Les conventions internationales en droit fiscal* », Mémoire de Magistère en Droit Comparé des Affaires, Université d’Oran, Faculté de droit et des sciences politiques, 2010-2011 ;

Bendjilali Zine El Abidine, « *Les caractéristiques de la fiscalité pétrolière en droit algérien*»,Mémoire de Magister, Université d’Oran, Faculté de droit et des sciences politiques et des sciences politiques, 2013 ;

* Belouaham Naoual et Nouali Soufian, « *L’aspect historique des Conventions Fiscales Internationales* », Mémoire de Master en droit et contentieux des affaires, Université Mohammed Premier, Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales-Oujda, 2015-2016. Disponible sur le site « https://fr.slideshare.net/SoufianNouali/les-conventions-fiscalesinternationales » ;

**أطروحات ومذكرات باللغة العربية :**

* واضح إلياس، "وقف التنفيذ في المادة الجبائية"، رسالة الدكتورة، جامعة وهران 2، كلية الحقوق والعلوم السياسية، 2015
* لونيس عبد الوهاب، "ضمانات المكلف بالضريبة الخاضع للتحقيق"، مذكرة ماجستير في القانون العام، جامعة وهران، كلية الحقوق والعلوم السياسية، 2001.

**Articles :**

Benchadli Nacer, « *La pratique conventionnelle algérienne en matière d’assistance administrative* », Annales de la faculté de droit d’Oran, Actes du colloque international sur « Attractivité et évasion fiscales » du 7 et 8 décembre 2011, numéro spécial, 2013, pp. 67 – 72 ;

Bonnucci Nicola et Thouvenin Jean-Marc, « *L’OCDE, site de gouvernance globale* ? », in « *Le pouvoir normatif de l’OCDE* », in Journée d’études de la Société française pour le droit international de Paris, édition Pedone, 2014, pp. 25-44 ;

Dubut Thomas, « *Les commentaires du modèle de convention fiscale de l’OCDE et l’interprétation des conventions fiscales bilatérales contre la double imposition. Contribution à l’étude de la normativité sans efficacité en droit international public* », Revue de la recherche juridique, 2009-3 ;

Yelles Chaouche Bachir, « *L’avis à tiers détenteur*», Revue de l’entreprise, Laboratoire de recherche, Faculté de Droit d’Oran, n°1, 2005 ;

Yelles Chaouche Bachir, « *La vérification approfondie de la situation fiscale d’ensemble*», in les actes du colloque international de la Faculté de Droit de Sfax : « *Regards croisés sur le contrôle fiscal* », Revue tunisienne de fiscalité, n° 7, 2007, pp. 191-201 ;

Yelles Chaouche Bachir, « *Les visites fiscales en Algérie*», actes du colloque : « *Le droit de visite et de saisie* », Sous la direction de Christian LOPEZ, Collection Grands Colloques, édition Montchrestien, 2010, pp. 135-142 ;

Yelles Chaouche Bachir, « *L’échange de renseignements en matière fiscale : le cas de l’Algérie*», Revue européenne et internationale de droit fiscal, n° 01, 2015, pp. 164-171 ;

Yelles Chaouche Bachir, « *La fiscalité de l’amont pétrolier en Algérie* », *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, n° 03, 2018.

**Textes législatifs et règlementaires :**

*Constitutions algériennes :*

* Texte promulgué par le décret présidentiel n° 96-438 du 7 décembre 1996, relatif à la promulgation au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire de la révision constitutionnelle, adoptée par référendum du 28 novembre 1996, J.O.R.A, n° 76 du 8 décembre 1996, p. 5 ;
* Texte promulgué par la loi n° 16-01 du 6 mars 2016 portant révision constitutionnelle, JORA du 7 mars 2016, n° 14, p. 3 ;
* Texte promulgué par le décret présidentiel n° 20-442 du 30 décembre 2020 relatif à la promulgation au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire de la révision constitutionnelle, adoptée par référendum du 1er novembre 2020, JORA n° 82, du 30 décembre 2020, p. 4.

*Textes législatifs :*

* Code des impôts directs et taxes assimilées ;
* Code des impôts indirects ;
* Code des taxes sur les chiffres d’affaires ;
* Code de l’enregistrement ;
* Code du timbre ;
* Code des procédures fiscales ;

Loi n° 84-17 du 7 juillet 1984 relative aux lois de finances, Jora n° 28, 1984, modifiée et complétée par la loi n° 88-05 du 12 janvier 1988, Jora n° 2, 1988, modifiée et complétée par la loi n° 89-24 du 31 décembre 1989, Jora n° 01, 1990 ;

Ordonnance n° 01-02 du 20 août 2001, Instituant un nouveau tarif douanier, Jora n° 47, 2001, modifiée et complétée par l’Ordonnance n° 02-02 du 25 février 2002, Jora n° 15, 2002 ; modifiée et complétée par l’article 37 de la loi de finances pour 2004, Jora n° 83 du 29 décembre 2003, p. 03 ;

Loi n° 02-11 portant loi de finances pour 2003, Jora, du 25 décembre 2002, n° 86, p. 03, modifié par art. 41 de la loi de finances complémentaire pour 2015, modifié par la Loi n° 15-18 du 30 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, Jora, du 31 décembre 2015, n° 72, p. 03 ;

Loi n° 16-14 du 28 décembre 2016 portant loi de finances pour 2017, Jora, du 29 décembre 2016, n° 77, p. 03 ;

Loi organique n° 18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, Jora, n° 53 du 2 septembre 2018, p. 09 ;

Loi n° 19-13 du 11 décembre 2019 régissant les activités des hydrocarbures, Jora n° 79 du 22 décembre 2019, p. 04.

*Textes règlementaires :*

Décret exécutif n° 02-303 du 28 septembre 2002 modifiant et complétant le décret n° 91-60 du 23 février 1991 déterminant l’organisation et les attributions de l’administration fiscale, Jora n° 64 du 29 septembre 2002, p. 11 ;

* Décret exécutif n° 05-470 du 12 décembre 2005 fixant les modalités de mise en œuvre des avantages fiscaux et douaniers accordés aux investissements réalisés par les chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans, Jora n° 81 du 14 décembre 2005, p. 03 ;

Décret exécutif n° 06-327 du 18 septembre 2006 fixant l’organisation et les attributions des services extérieurs de l’administration fiscale, Jora n° 59 du 24 septembre 2006, p. 06 ;

* Décret exécutif n° 06-476 du 14 décembre 2006 modifiant et complétant le décret exécutif n° 95-55 du 15 février 1995 portant organisation de l’administration centrale du ministère des finances, Jora, n° 82 du 17 décembre 2006, p. 04 ;
* Décret exécutif n° 07-364 du 28 novembre 2007 portant organisation de l’administration centrale du ministère des finances, Jora, n° 75 du 2 décembre 2007, p. 04 ;

Décret exécutif n° 11-223 du 21 juin 2011 fixant les équipements et matériels sportifs bénéficiant de l’exonération de la TVA, Jora, n° 35 du 22 juin 2011, p. 04 ;

Arrêté interministériel du 4 juillet 1993 définissant les activités des secteurs dans lesquels les salaires des personnels techniques et d’encadrement de nationalité étrangère employés par les sociétés étrangères sont soumis à une retenue à la source mensuelle de l’impôt sur le revenu global au taux de 20%, Jora, n° 55 du 25 août 1993, p. 06.

Arrêté interministériel du 21 février 2009 fixant l’organisation et les attributions des services extérieurs de l’administration fiscale, Jora n° 20 du 29 mars 2009, p. 11 ;

Arrêté du ministre du commerce du 26 janvier 2019 fixant la liste des marchandises soumises au droit additionnel provisoire de sauvegarde et les taux correspondants, Jora n° 06 du 27 janvier 2019, p. 10.

**Documents :**

Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques Nations Unies, 1998 ;

OCDE, Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune, version abrégée du 22 juillet 2010.